

## ESPAGNE

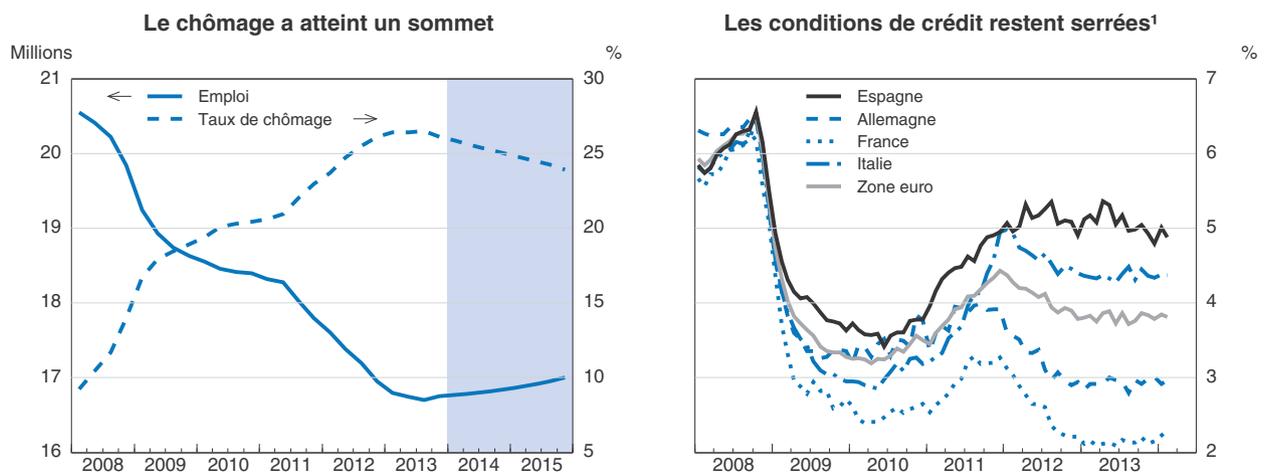
Selon les prévisions, la reprise, encore modeste, devrait se raffermir progressivement en Espagne en 2014-2015. La croissance économique sera tirée principalement par les exportations, même si la consommation privée se redressera également, soutenue par l'amélioration du marché du travail et un regain de confiance. L'investissement productif devrait bénéficier de l'amélioration des perspectives économiques et des exportations. Ce raffermissement de l'activité se traduira par un taux de croissance positif de l'emploi, mais l'ample volant de ressources inutilisées maintiendra l'inflation à un faible niveau. De nouveaux gains de compétitivité seront dès lors possibles, bien qu'un risque de déflation compliquerait la réduction de l'endettement.

Les projections laissant entrevoir une augmentation persistante de la dette publique, l'assainissement budgétaire sous-jacent prévu devrait se poursuivre même si les stabilisateurs automatiques devraient jouer pleinement dans les deux directions. Pour accélérer la baisse du chômage, il est crucial que le gouvernement poursuive les réformes visant à améliorer la croissance et la création d'emplois. L'une des grandes priorités devrait être d'assurer le retour à l'emploi des jeunes et des chômeurs de longue durée ayant d'importants besoins de formation.

### Les perspectives s'améliorent

La reprise se raffermi. Les incertitudes s'estompant, la confiance revient chez les consommateurs et les chefs d'entreprise, ce qui contribue à un redressement progressif de la demande intérieure. L'emploi a commencé à s'accroître, et les écarts de rendement sur la dette souveraine ont fortement diminué. La balance courante est passée d'un déficit de 10 % du PIB en 2007 à un excédent de 0.7 % du PIB en 2013, traduisant le bon comportement des exportations, mais aussi la modération de la demande intérieure. L'inflation sous-jacente demeure très faible.

### Espagne



1. Taux d'intérêt sur les prêts jusqu'à concurrence d'un million d'euros. Taux effectif au sens étroit pour les opérations dont la période de fixation initiale du taux est inférieure à un an.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 95 ; et Banque centrale européenne.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933054113>

Espagne : **Demande, production et prix**

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
	Prix courants milliards d' €	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2008)				
<b>PIB aux prix du marché</b>	1 045.6	0.1	-1.6	-1.2	1.0	1.5
Consommation privée	605.1	-1.2	-2.8	-2.1	1.0	1.0
Consommation publique	224.5	-0.5	-4.8	-2.3	-3.6	-2.5
Formation brute de capital fixe	232.5	-5.4	-7.0	-5.1	0.3	2.0
Demande intérieure finale	1 062.1	-2.0	-4.1	-2.7	-0.1	0.5
Variation des stocks <sup>1</sup>	6.2	-0.1	0.0	0.0	0.0	0.0
Demande intérieure totale	1 068.3	-2.0	-4.1	-2.7	-0.1	0.5
Exportations de biens et services	286.1	7.6	2.1	4.9	5.6	6.3
Importations de biens et services	308.7	-0.1	-5.7	0.4	2.6	3.8
Exportations nettes <sup>1</sup>	- 22.6	2.1	2.5	1.5	1.1	1.0
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	0.0	0.0	0.6	0.2	0.5
Prix à la consommation harmonisé (indice)	—	3.1	2.4	1.5	0.1	0.5
Déflateur de la consommation privée	—	2.5	2.5	1.3	0.2	0.5
Taux de chômage	—	21.6	25.0	26.4	25.4	24.4
Taux d'épargne nette des ménages <sup>2</sup>	—	6.8	4.4	4.7	5.2	6.0
Solde des administrations publiques <sup>3,4</sup>	—	-9.6	-10.6	-7.1	-5.5	-4.5
Dette brute des administrations publiques <sup>5</sup>	—	78.8	92.6	104.0	108.5	111.5
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht <sup>3</sup>	—	70.5	86.0	93.9	98.3	101.4
Balance des opérations courantes <sup>3</sup>	—	-3.8	-1.1	0.7	1.6	2.0

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. En pourcentage du revenu disponible.

3. En pourcentage du PIB.

4. Le déficit public espagnol en 2012 et 2013 comprend des dépenses exceptionnelles de recapitalisation des banques à hauteur de 3.8 % et 0.5% du PIB respectivement.

5. En pourcentage du PIB, valeur du marché.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 95.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933055785>

### L'assainissement budgétaire va se poursuivre

Après une légère déviation par rapport à l'objectif de déficit global en 2013, l'assainissement budgétaire se poursuivra en 2014-15, quoiqu'à un rythme plus lent. L'ampleur des déficits publics et la faible croissance nominale du PIB porteront la dette publique au-delà de 100 % du PIB (selon la définition de Maastricht). Afin de placer la dette publique sur une trajectoire descendante et de consolider une crédibilité budgétaire durablement acquise, le gouvernement doit s'en tenir à son programme d'assainissement sous-jacent à moyen terme et renforcer le cadre budgétaire.

### Le chômage de longue durée est un défi fondamental

L'emploi a renoué avec un taux de croissance positif au dernier trimestre de 2013 et devrait regagner de la vigueur en 2014-2015, bénéficiant d'une modération salariale persistante. Le chômage demeure toutefois élevé, constitué pour une part significative de chômage de longue durée ; de nombreux chômeurs sont sans emploi depuis plus de deux ans. Les travailleurs qui étaient employés dans le secteur du bâtiment devront suivre une formation de reconversion pour trouver un nouvel emploi.

**La croissance se renforcera,  
mais restera modeste**

La reprise devrait s'affermir progressivement en 2014-2015, et la demande intérieure apportera une contribution plus nette à la croissance. Cependant, l'assainissement budgétaire, la dureté des conditions de crédit et le désendettement privé continueront de freiner le redressement. Le taux de chômage devrait poursuivre sa décrue, mais l'ample volant de ressources inutilisées maintiendra l'inflation à un faible niveau. Pour dynamiser les perspectives de croissance, le gouvernement devrait réformer la fiscalité pour la rendre plus propice à la croissance et à la création d'emplois. Des efforts supplémentaires sont également nécessaires pour faciliter l'entrée de nouvelles entreprises sur le marché ainsi que l'expansion des entreprises existantes. L'amélioration de l'offre de crédit émanant des banques et d'autres sources de financement devrait demeurer prioritaire.

**Les risques sont équilibrés**

Parmi les risques de divergence à la hausse par rapport aux prévisions, une normalisation plus rapide que prévu des conditions de financement stimulerait davantage l'investissement. Il se peut aussi que les récentes réformes structurelles dynamisent l'activité plus rapidement que prévu. Côté négatif, l'ampleur de la dette et du chômage reste une importante source de vulnérabilité face aux chocs défavorables. Une baisse persistante du taux d'inflation espagnol ralentirait la diminution des niveaux d'endettement et la persistance d'un faible taux d'inflation dans la zone euro rendrait plus difficile pour l'Espagne un retour à la compétitivité des coûts.



Extrait de :  
**OECD Economic Outlook, Volume 2014 Issue 1**

Accéder à cette publication :  
[https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2014-1-en](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2014-1-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2014), « Espagne », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2014 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2014-1-34-fr](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2014-1-34-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).